

---

## L'éducation relative à l'environnement à l'épreuve du vécu des classes populaires en France

Arnaud Morange

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/ere/6954>

DOI : 10.4000/ere.6954

ISSN : 2561-2271

**Éditeur**

Centr'ERE

**Référence électronique**

Arnaud Morange, « L'éducation relative à l'environnement à l'épreuve du vécu des classes populaires en France », *Éducation relative à l'environnement* [En ligne], Volume 16 - 1 | 2021, mis en ligne le 10 mars 2021, consulté le 28 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ere/6954> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ere.6954>

---

Ce document a été généré automatiquement le 28 mai 2021.

---

# L'éducation relative à l'environnement à l'épreuve du vécu des classes populaires en France

Arnaud Morange

---

- 1 La recherche que nous avons conduite pour l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME - Ministère de l'Environnement) (Morange, 2017) apporte des résultats qui viennent interroger le malentendu qui existe en France entre une éducation relative à l'environnement (ERE) qui prend la forme de recommandations « éco-normées » et le public de destination (Salles, 2009). L'ERE institutionnelle fait en effet souvent l'objet d'injonctions normatives discutables (Cloteau, Mourad, 2016). Nous observons ainsi un décalage entre une politique officielle visant la réduction des gaspillages et la protection de l'environnement, et les pratiques réelles d'une frange pauvre de la population. Les politiques de responsabilisation des classes populaires à l'égard des problématiques écologiques s'appuient en effet sur des dispositifs communicationnels que nous pourrions nommer « le récit de la transition écologique », auprès de personnes disposant de peu de ressources qui mettent déjà en œuvre des techniques adaptatives allant dans le sens d'une moindre dilapidation du bien commun (Schwartz, 1990). Bien entendu, le mode de vie « raisonné » des personnes à faible revenu s'impose à celles-ci par nécessité, mais notre étude a aussi montré comment ces « gens de peu » (Sansot, 2002) mobilisent des stratégies adaptatives relevant tout simplement du « bon sens », ont un rapport à la consommation peu destructeur pour la planète et n'ont pas attendu les injonctions institutionnelles pour développer une économie domestique adaptée, sans que cette dernière ne soit nécessairement synonyme d'économie de subsistance.
- 2 D'après le politologue Paul Ariès (2015, 30), les « milieux populaires les moins favorisés » auraient un bilan carbone inférieur aux « écolos convaincus », résultant d'une « culture de classe ». La réalité que nous avons observée est plus nuancée, mais

force est de constater que les plus pauvres ont à nous apprendre en matière d'écologie. Certains même, tout comme d'autres mieux dotés de notre société, s'inscrivent dans des démarches volontaristes d'autonomie et de « convivialisme » (Caillé, 2015), individuellement ou au sein d'associations, face à un marché par essence dilapidateur des ressources, en adoptant des conduites plutôt « vertueuses » pour l'environnement.

- 3 À la lumière de cette recherche, la question des modalités de l'ERE doit être réinterrogée. Notre institut de formation en travail social, situé à Caen (France), forme en effet de futurs professionnels qui seront amenés à insuffler à leur public un intérêt pour les questions environnementales. Le risque est de produire des « éco-experts » diffusant un discours censé rendre les gens écoresponsables, là où ils disposent de leur propre rationalité et de capacités fondées sur leur vécu quotidien. Celles-ci sont sans doute à valoriser au bénéfice d'un développement véritablement durable, tel que l'anthropologie l'a défini en analysant l'écologie des sociétés traditionnelles (Sahlins, 1967 ; Mauss, 1950).

## Éco-normes, responsabilisation et classes populaires

- 4 Les décideurs publics tentent de sensibiliser les Français à propos de la réduction des déchets et du respect de l'environnement à partir de normes préétablies construites par des experts souvent éloignés des réalités sociales. Négligeant les capacités des groupes sociaux à se saisir *par eux-mêmes* de ces questions, les discours sur les « bonnes pratiques » écologiques se déploient sur le mode de la responsabilisation, pour ne pas dire de la culpabilisation des classes sociales supposées peu éduquées (Salles, 2009).

### Pratiques éco-normées et responsabilisation

- 5 Nous appelons « pratiques éco-normées » l'ensemble des conduites considérées comme écoresponsables et respectant des normes environnementales établies par l'État (sous l'influence de l'Europe). Des « écolabels » ou encore l'« écocommunication » viennent soutenir et orienter des modes de vie et des formes de consommation, individuels et collectifs, considérés comme responsables et compatibles avec les enjeux environnementaux globaux. Les pratiques éco-normées s'imposent ainsi progressivement comme des normes sociales visant un développement durable dont la définition, bien que discutable (Latouche, 2004), est préétablie par les grandes institutions internationales. Certaines de ces pratiques sont maintenant largement répandues, bien intégrées par les citoyens, et bien perçues car associées à la protection de l'environnement (le tri des déchets, les achats en circuits courts, la location ou le partage entre particuliers, etc.) ou à la santé (dont la consommation d'aliments biologiques ou les achats privilégiant des produits non toxiques). D'autres pratiques se situent à la croisée des préoccupations environnementales et de la réduction des dépenses souhaitées par les consommateurs, comme le covoiturage ou l'utilisation d'ampoules à basse-consommation.
- 6 Pourtant, tous ces nouveaux comportements supposés répondre aux problèmes environnementaux, n'ont qu'un faible impact sur les effets délétères de l'hyperconsommation et des pollutions multiples qui se développent. Ils sont d'abord le signe du renoncement à une action publique déterminée en faveur d'une écologie globale, au sens premier de l'équilibre des écosystèmes incluant l'Homme (Reclus,

1998 ; Deléage, 1991). Le citoyen et consommateur, bien informé et responsable de ses choix, doit alors devenir le prescripteur de ses propres modes de consommation respectueux de l'environnement (Dobré, 2002). À titre individuel, il en a la responsabilité impérieuse et l'on ne manque pas de le lui rappeler (Salles, 2009). Les membres des classes populaires apparaissent eux, aux yeux des promoteurs du développement durable, comme étant éloignés de ce processus de responsabilisation, au regard, par exemple, de leur faible participation aux dispositifs de concertation et par leur adoption *a minima* des pratiques éconormées. Les tenants du libéralisme annonceront alors que l'indiscipline des classes populaires les empêche de saisir les opportunités de l'individu autonome. Les adeptes de la démocratie participative souligneront l'apathie et le désintérêt des classes populaires pour la chose publique et collective. Les plus modernes et technophiles parmi les promoteurs de la transition écologique regretteront l'isolement de ces classes, jugées incapables de prendre le train du progrès environnemental en marche ! Ces points de vue participent à « l'invisibilité des classes populaires » que dénonce Paul Ariès :

« Étant uniquement définis négativement [...], ils ne pourraient témoigner que d'un manque, bref d'un dysfonctionnement par rapport à la norme définie par le mode de vie insoutenable d'une minorité [...]. Ce ne sont pas eux qui achètent des panneaux solaires, des voitures électriques, des équipements ménagers performants, puisque ce ne sont pas eux qui font construire des maisons à énergie positive. (Ariès, 2015, p. 16 et 37)

- 7 Pourtant, les résultats obtenus par notre étude montrent que « les gens du commun », loin de se situer dans l'ombre des lumières de l'économie verte, adoptent par nécessité et par habitus de classe, mais aussi parfois par choix, des pratiques ayant un faible impact environnemental, ainsi que nous l'explicitons plus avant. Mais préalablement, permettons-nous de questionner le dispositif communicationnel de l'éconormativité, associé à la responsabilisation des citoyens. Pour cela, nous choisissons le thème de l'alimentation, car il est celui le plus cité lorsqu'on interroge les personnes démunies sur la rationalisation des ressources et le gaspillage, loin devant les questions d'énergie, d'habitat, de transport ou de santé.

## La lutte contre le gaspillage alimentaire comme archétype du discours éco-normé

- 8 À la fin des années 2000, le gaspillage alimentaire devient un « *problème public singulier* » (Cloteau, Mourad, 2016, p. 70). En 2013, ce gaspillage est défini en France par un Pacte, pour lequel « ... toute nourriture destinée à la consommation humaine qui, à une étape de la chaîne alimentaire, est perdue, jetée, dégradée, constitue le gaspillage alimentaire » (Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire, 2013, p. 4). Le terme de « gaspillage », contrairement à celui de « déchets » ou de « résidus », est perçu négativement par la morale et renvoie à l'égoïsme de son prochain, à un individualisme qui serait la face honteuse de nos sociétés modernes, là où il s'agirait en réalité de son essence (Dumont, 1983). Ainsi, selon Cloteau et Mourad (2016, p. 68), « les traditions familiales et religieuses condamnant le "gaspillage" s'adossent à une conscience collective de l'expérience du manque, parfois symbolique, que ce soit des références [...] aux populations sous-alimentées ou par la mémoire de la guerre [...] ou du mode de vie modeste de générations passées ».

- 9 Cette condamnation morale est bien accueillie, à partir du moment où elle agit comme une technique de responsabilisation partagée. Ce partage de la responsabilité est médiatisé par le chiffrage du gaspillage qui contribue à le faire exister sur la scène publique. Dès 2008, l'ADEME publie des estimations du gaspillage alimentaire par personne. Le chiffre de vingt kilogrammes d'aliments gaspillés, dont sept kilogrammes toujours emballés, par an et par Français, est avancé malgré des fondements scientifiques fragiles (Cloteau, Mourad, 2016). En 2011, la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) indique qu'un tiers de la production alimentaire mondiale serait gaspillée. Le Parlement européen (2017) relaye ces chiffres et insiste sur chaque étape, la production, la distribution et la consommation, tout en soulignant que 53 % du gaspillage serait le fait des ménages. Dans un Cahier spécial de l'ADEME (2016) dédié au gaspillage alimentaire, en 2016, 33 % du gaspillage est attribué à la consommation domestique. Les consommateurs, quoique majoritairement absents du réseau d'acteurs publics et privés de lutte contre le gaspillage alimentaire, sont ainsi directement montrés du doigt pour leur responsabilité en matière de gaspillage. La prévention du gaspillage fait alors l'objet de campagnes de sensibilisation, majoritairement destinées aux consommateurs, décidément peu responsables : affiches, guides, sites internet, organisation d'événements, soutien aux associations dans les territoires, sont autant d'initiatives mises en place. Le Pacte national de 2013 décide que le 16 octobre sera la Journée nationale de lutte contre le gaspillage alimentaire. Ces campagnes sont encouragées par l'Europe qui désigne l'année 2014 comme l'Année européenne de lutte contre le gaspillage alimentaire. L'association France Nature Environnement propose des actions autour du slogan « Faut pas gâcher ! ». L'ADEME, en 2015, développe un programme de communication « Ça suffit le gâchis ! ». Le Secours populaire ouvre une campagne « Stop au gaspillage alimentaire ! ». Une chaîne d'hypermarché propose à ses clients un site internet sur le thème, « Tous conso » malins », avec des pages sur « la cuisine des restes ». Un autre distributeur favorise la vente des « légumes moches ». Tous les opérateurs et collectivités vont dans ce sens : *À vos tabliers ! Nos astuces et recettes anti-gaspillage* (FNE / Fondation MACIF, 2015) ; *Manger mieux, gaspiller moins* (ADEME, 2019) ; *Agir au quotidien contre le gaspillage alimentaire - Guide thématique* (Conseil Général de Côte-d'Or, 2015) ; *Devenez l'expert des bons gestes - Conseils pour devenir acteur de la lutte contre le gaspillage alimentaire* (Compte Twitter de l'ADEME, 2017), etc.
- 10 Ce mouvement général se fonde sur le principe de partage et de diffusion de bonnes pratiques visant à rendre le consommateur plus responsable et meilleur acheteur, soit un consom'acteur dans le jargon éconormé. Pourtant ces campagnes de prévention ciblées sur le gaspillage alimentaire ne questionnent pas le système de dilapidation généralisée voulu par les industriels et leur impact reste sans doute minime (il n'est d'ailleurs pas évalué). Elles s'adressent en outre aux consommateurs pris dans leur globalité, alors qu'ils forment un groupe très hétérogène. Par ailleurs, on sait qu'en termes de messages, les entrées choisies, ainsi que le vocabulaire, ont tendance à refléter la classe sociale des communicants. Les consommateurs déjà engagés dans une démarche plutôt écologique sont eux, à la recherche d'informations précises, techniques, variées et fournies, qu'ils trouveront ailleurs. Les personnes peu dotées en capital économique ont, pour leur part, un sens de la rareté des ressources qui les portent à s'approprier depuis toujours des pratiques peu dispendieuses et peu génératrices de gaspillage, et ce, sans attendre les recommandations précitées.

- 11 Les résultats de notre enquête détaillés dans les pages qui suivent montrent en effet que ces conseils sont déjà largement maîtrisés par les classes populaires. Les campagnes de prévention semblent même déjà s'inspirer directement de leur mode de vie simple. L'insistance des messages sur la nécessité de contrôler des temps (prendre le temps de cuisiner), des espaces (bien ranger dans le réfrigérateur) et des objets (bien choisir ses produits) apparaît dérisoire face à l'autocontrôle et l'autodiscipline que doivent de toute manière s'imposer en permanence et par nécessité les membres des classes populaires et du précaire, selon le concept de Castel (2009). Les trucs et astuces pour mieux consommer sans gaspiller ne représentent que bien peu d'informations déterminantes pour des gens qui ont accumulé des compétences dans l'art de magasiner au plus près de leur faible budget, de jouer avec les dates limites de consommation ou de cuisiner en optimisant les produits qui leurs sont accessibles et ce, en plus de prolonger la vie des objets, de gérer au mieux une température intérieure ou encore de restreindre leurs déplacements.
- 12 En rappelant des règles de bon sens souvent déjà assimilées et partagées, les campagnes de prévention du gaspillage alimentaire sont donc plus symboliques que pratiques, mais elles ont aussi une visée politique, au sens où elles ne remettent pas en cause la croissance économique qui est par nature anti-écologique, tout en faisant peser sur les épaules de chacun, notamment les plus démunis, la responsabilité de ses effets délétères. Corrélativement, elles occultent les problèmes concrets auxquels sont confrontées chaque jour les familles des milieux populaires, par exemple la difficulté à produire du fait-maison peu compatible avec un emploi du temps tronçonné ou surchargé, avec des distances travail-domicile importantes, avec un accès restreint à des produits de qualité, avec la difficulté, pour les mères en particulier, d'assumer seule la garde d'enfants (INSEE, 2018). Ainsi, les campagnes de prévention du gaspillage alimentaire attestent d'un double mouvement de l'action publique : d'abord une extension communicationnelle vers la sphère domestique par le biais d'une stratégie de responsabilisation plutôt que d'une valorisation des capacités des citoyens ; puis un retrait des prérogatives qui incombent à la sphère publique comme l'amélioration des conditions de vie propices à une bonne gestion des ressources domestiques : transports, logement, accès aux soins, politique alimentaire et agricole ((MSS, 2011 ; INSERM, 2014 ; Jouffe, 2014 ; Fondation Abbé Pierre, 2016), etc.
- 13 Dans ce contexte de culpabilisation des citoyens, et en particulier les plus modestes, comment les personnes intéressées organisent-elles leur vie quotidienne du point de vue de la consommation et quels regards portent-elles sur le gaspillage et sur la thématique de l'écologie en général ? C'est ce que nous avons exploré dans notre recherche.

## Une recherche auprès des classes populaires concernant leur rapport à la consommation

- 14 Les milieux les moins favorisés détiendraient un bilan carbone inférieur aux « écolos convaincus » (Ariès, 2015, p. 30). Les moins dotés en capital économique disposeraient de capacités propres, intégrées et ataviques, pour maximiser l'usage de leurs maigres ressources et ce faisant, réduiraient leur impact négatif pour l'environnement. Les « gens de peu » pour reprendre la terminologie de Pierre Sansot (1992), auraient donc inventé, bien avant la *Green attitude* et l'économie circulaire, un ethos de classe contre

un conditionnement des masses (Hoggart, 1957) ! Ariès (2015, p. 92) concède malgré tout que des consommateurs populaires peuvent aussi « rêver d'écrans plasma » et se demande : « comment font-ils (les milieux populaires) pour obtenir un bilan carbone plus faible que celui des élites, malgré leur logement sous forme de passoire thermique, leur vieille voiture polluante et énergivore, leur goût incontesté pour la charcuterie et le sucre ? ». Mais il insiste surtout sur la capacité des gens du commun à mobiliser une culture de la sobriété, sans même qu'ils ne songent aux enjeux écologiques ; cette sobriété, en de nombreuses situations, est d'abord contrainte. Il leur reconnaît une certaine vision du monde qui ne recoupe pas celle de l'*homo-economicus* et en déduit que « les milieux populaires peuvent sauver la planète, car ils partagent davantage des modes de vie précapitalistes et postcapitalistes : ils possèdent donc des potentialités qu'ils pourraient développer » (Ariès, 2015, p. 232). Le point de vue est marqué, audacieux, discutable aussi ; il suscite la réflexion et la mise en débat avec la thèse contraire du mimétisme de Thorstein Veblen (1979) reprise par Hervé Kempf (2007), mais suggère surtout sa vérification auprès des intéressés.

## Présentation simplifiée de la méthodologie

- 15 Nous avons discuté le concept de classe sociale (Mendras, 1988 ; Chauvel, 2006 ; Goux, Morin, 2012) et plus encore celui de classe populaire (Marx, Engels, 1848 ; Chevalier, 1958 ; Castel, 2007 ; Alonzo, Hugrée, 2010 ; Siblot et coll., 2015 ; Beroud et coll., 2016), pour aboutir à une délimitation du public à investiguer correspondant d'une part, à des caractéristiques qualitatives de la pauvreté des ménages (Lazarus, 2006) et d'autre part, à des critères quantifiés par la Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques de France (DARES). En croisant la littérature savante et les statistiques, nous avons établi que la « classe des gens du commun » ou classe populaire est désormais constituée d'ouvriers, d'employés modestes du secteur public et privé, de petits indépendants, d'agriculteurs peu rémunérés pour leur travail, de précaires de différents statuts, d'étudiants peu fortunés et de demandeurs d'emploi. Partant, le critère principal d'inclusion dans l'étude quantitative et qualitative a été de disposer de ressources mensuelles situées entre 400 et 1200 euros pour une personne seule (et au prorata pour les couples et familles).
- 16 Nous sommes allés vers notre public en ayant comme objectif de comprendre ce qui porte, si elles sont présentes, les démarches d'optimisation des ressources, l'évitement du gaspillage et la perception de l'écologie. Quels sont alors les moyens déployés par les personnes concernées et quelles sont leurs motivations ? S'agit-il uniquement de stratégies adaptatives face à des ressources insuffisantes ou bien a-t-on affaire à l'effet culturel de classe évoqué par Ariès, à une éducation familiale reçue ? Comment ceci intervient-il dans le style de vie qui s'impose à elles au quotidien ? Existe-t-il une créativité des gens ordinaires permettant de « s'inventer une manière propre de cheminer à travers la forêt des produits imposés (de Certeau, 1980) ?
- 17 Un questionnaire en ligne, comprenant cinquante-six items (dont dix-neuf questions ouvertes, encodées par la suite) a été diffusé au sein de nos réseaux de travailleurs sociaux ; ces derniers ont constitué des médiateurs vers notre public. Cent-quatre-vingt-cinq questionnaires remplis ont été exploités. Cependant, cette quantité ne permettait pas des tris croisés statistiquement pertinents selon les critères de l'ADEME. Les résultats quantifiés ont donc été utilisés plutôt comme indicateurs de tendances

utiles à notre analyse globale. En revanche, nous avons agrégé les réponses aux questions ouvertes (dix-neuf items) du questionnaire aux résultats de l'enquête par entretiens que nous avons également menée. Vingt-cinq répondants ont été interviewés à leur domicile, ce qui a permis de plus, une observation *in situ*. Enfin, une troisième stratégie de collecte de données a été utilisée, consistant en une immersion au sein de réseaux associatifs locaux d'entraide et de solidarité auprès de notre public ; nous n'en présentons toutefois pas les résultats dans cet article. Mentionnons que l'aire géographique de l'étude était constituée des trois départements français correspondant à la Basse-Normandie (Calvados, Orne, Manche), aujourd'hui réunis à ceux de la grande région Normandie.

## Sélection de résultats

- 18 Nous présentons ci-dessous les résultats qui nous paraissent les plus pertinents au regard de nos questions de recherche

### S'alimenter

- 19 C'est la première préoccupation pour le foyer. Le poste alimentation est géré avec précision. Tout est comparé et jaugé. Les pratiques économes oscillent entre autocontrôle et développement de compétences pour l'accès à des ressources bon marché. L'autocontrôle concerne autant les achats (éviter les tentations) que la consommation (finir les restes avant tout achat, utiliser des aliments rassasiants, réduire la taille des portions). Ce contrôle quotidien est complété par des pratiques de planification (menus à la semaine, mutualisation des plats, congélation), des stratégies d'acquisition de denrées (autoproduction, achats en gros, bonnes affaires, surveillance des opportunités) et de préparation (cuisine imaginative avec le peu dont on dispose). Ces pratiques passent par un savoir-faire soi-même, accompagnées d'une prise de distance avec les règles institutionnelles ; par exemple, ne pas tenir compte des dates limites de consommation. La possession d'un congélateur ou d'un compartiment congélation dans son réfrigérateur est un sésame pour réaliser des économies grâce à la conservation-stockage. Ainsi, malgré un pouvoir d'achat faible, les ouvriers et les employés ont un taux de possession d'un congélateur supérieur à l'ensemble de la population. On relèvera que les quelques personnes qui disposent d'un jardin potager et/ou habitent en zone rurale en décrivent l'intérêt tant économique que gustatif.

### Les objets du quotidien

- 20 Malgré des situations matérielles souvent précaires au regard des standards de la société de consommation, les répondants (questionnaire et entretiens) sont peu nombreux à se plaindre de manquer d'objets usuels. On est loin d'un appétit prononcé pour les nouveaux artefacts proposés par le marché. Leurs désirs d'objets restent simples et concernent quelques équipements de la maison. Pour cela, ils utilisent des sites internet de vente bon marché, fréquentent les vide-greniers (ou vide-garages), cherchent dans les encombrants, font appel à la solidarité familiale et amicale. La réutilisation et la réparation d'objets tels les chaussures et le petit électroménager sont aussi mises en avant pour « le plaisir de faire » (*l'homo-faber* d'Hannah Arendt, 1988).



## Autres postes de dépenses

- 21 On fait durer les vêtements, on attend les soldes ou l'on s'approvisionne auprès d'associations, on reprise et on coud, parfois même on confectionne ses vêtements. Pour les deux postes de dépenses importantes que constituent le transport et les énergies, les personnes sont économes autant que de possible, tout en admettant des dépenses incompressibles. Les transports collectifs ou la marche à pied lorsqu'elle est possible, sont privilégiés ; une partie des personnes rencontrées ne disposaient pas de véhicule en bon état ou bien même du permis de conduire. Ceux possédant une voiture l'utilisent à minima, du fait des coûts induits (essence, assurances, réparations). Pour l'électricité, on s'éclaire peu et on est très vigilant sur l'extinction des lumières et des appareils. L'impossibilité de pouvoir limiter la déperdition calorifique est mal vécue : la plupart des répondants sont locataires, obligés de composer avec de véritables passoires thermiques qui grèvent fortement leur modeste budget (Briseperrière, 2013). De ce point de vue, les habitants des campagnes bénéficient de chauffages au bois grâce à des cheminées ou des poêles, moins onéreux, mais avec la contrepartie de frais de transport supplémentaires. L'eau est souvent intégrée aux charges locatives, mais on reste vigilant sur sa consommation. Téléphonie, Internet et ordinateurs sont admis comme une nécessité, mais on compare les tarifs et on n'hésite pas à changer régulièrement d'opérateurs. Certains ne possèdent ni téléviseur ni ordinateur sans qu'ils s'en sentent privés. Les sorties culturelles et les loisirs sont les premières victimes de la rareté des moyens, alors pour les quelques sorties durant les weekends ou pour de petites escapades, on reste dans la tradition ouvrière : piqueniques, camping, séjour chez des amis. Les vacances longues sont quasi-inexistantes ou réservées aux enfants qui bénéficient d'aides de l'État pour cela.

## Les stratégies comptables

- 22 Chacun met en place sa gestion personnelle des ressources pour « tenir le mois » et ne pas s'exposer à des impayés. De nombreux systèmes d'épargne provisoire sont élaborés (enveloppes par postes de dépense ; dépôts d'argent auprès de tiers ; fiches comptables, tableaux, livres de comptes, etc.). La relation à l'argent est forte. Les situations sont assez diverses, mais tous doivent, en permanence, veiller aux équilibres budgétaires. Économiser le peu de ressources dont on dispose, rester digne en ne prenant pas le risque de déséquilibres financiers sont des préoccupations constantes (Blavier, 2016), et toutes les stratégies adaptatives possibles sont mobilisées à cet effet (« systèmes D », astuces, entraides). Éviter tout gaspillage est bien souvent le fruit de transmissions filiales. On reproduit d'autant plus des modèles de sobriété qu'on demeure assigné à la classe populaire. La reproduction sociale théorisée par Pierre Bourdieu est notable ici (Bourdieu, Passeron, 1985) : « nous, on a l'habitude, on a été élevé à la conserve... », indique cette mère de famille confectionnant pour ses enfants « la tourte aux restes » de fin du mois.

## La perception du gaspillage

- 23 Notre public marque un net rejet pour tout ce qui relèverait du gaspillage identifié comme inacceptable par principe : « le gaspillage, c'est une aberration... ! ». C'est d'abord le problème du gaspillage alimentaire qui est soulevé quand on évoque la question, mais l'obsolescence programmée des objets techniques est aussi dénoncée. On

notera la détermination des répondants contre le gaspillage en général : « à combattre absolument ! ». Toutefois, deux postures se dessinent, l'une assez radicale, en vue d'une rupture avec notre organisation sociale et économique actuelle, l'autre plutôt « écoresponsable » dans le maintien de nos modes de vie : faire « des gestes en faveur de... » ; respecter les « éconormes » telles que définies plus haut.

## Une typologie des conduites

- 24 Dans ce qui constitue un modèle de monographie en ethnologie urbaine, Olivier Schwartz, dans *Le monde privé des ouvriers* (1990), avait identifié et analysé différents aspects de la vie domestique des habitants d'une cité ouvrière du Nord-Est de la France. L'émancipation passait alors par la consommation privée, du moins lorsque les difficultés liées à une perte d'emploi ne venaient pas la compromettre. Parmi la somme des riches analyses tirées de son enquête de terrain, l'auteur proposait une typologie de « conduites » face à la nécessité de rationaliser les ressources. Les « conduites économiques des pauvres » qu'il décrivait font véritablement écho aux discours que nous avons pu recueillir pour notre part. Si les interprétations de Schwartz doivent être resituées dans leur contexte, il n'en demeure pas moins vrai que la typologie qu'il proposait mérite d'être revisitée, actualisée et prolongée à l'aune de nos propres résultats et des nouvelles problématiques du gaspillage et de l'écologie. Aux trois « conduites de pauvreté » proposées par Schwartz (1990), nous en ajoutons une nouvelle, issue de notre matériau : la « conduite d'abondance ». Tout comme le précisait le sociologue, il faut cependant entendre le rattachement d'un foyer à telle ou telle catégorie comme non exclusif et évolutif, selon par exemple les attitudes différentes adoptées dans un couple, l'évolution économique du foyer, ou encore le contexte social changeant.

### La « conduite ascétique »

- 25 Il s'agit d'une conduite qui s'appuie sur un « ethos ouvrier », en référence aux aïeux, à ceux « *qui ont travaillé dur* ». Cela passe par l'acceptation des privations pour « *s'en sortir* ». On décrète une mobilisation générale des forces pour saisir toute occasion de travail, même le plus précaire. Patiemment, on tente de « *se maintenir à flot* », de « *ne rien devoir à personne* », et l'on croit d'autant plus en des jours meilleurs et en un avenir professionnel salubre que l'on « *garde le cap* » tout « *en vivant* » ; ces termes sont repris des extraits dans notre enquête. Adopter cette conduite, c'est « *tenir les comptes au centime près* », à l'exemple de plusieurs de nos interviewés dont la comptabilité s'expose sur des affichettes apposées sur les murs. On trouve dans cette catégorie un public plutôt jeune, bénéficiant d'un certain bagage scolaire ou en cours de formation. Également, des personnes en difficulté d'insertion et de condition très modeste, qui ont recours à des structures d'aide leur permettant de conduire des démarches visant une « *vie normale* » c'est-à-dire dans leur esprit, un SMIC, soit le salaire minimum interprofessionnel de croissance qui était de 1154 euros nets par mois en 2018. Dans ce groupe, qui représente environ 40 % de notre échantillonnage (questionnaire plus entretiens), on pratique la retenue en toute chose et on évite tout gaspillage. On s'appuie également sur des systèmes d'entraide pour accompagner ce qui relève d'une véritable ascèse, faite de privations et d'espoir d'une amélioration de la situation, portée par la conviction d'aboutir positivement, ce qui se manifeste notamment par un

engagement dans la recherche d'emploi au moyen d'une formation, d'une remise à niveau ou d'une implication associative.

### La « conduite tactique »

- 26 Cette conduite induit, tout comme la précédente, une grande retenue dans les dépenses, mais elle n'est pas accompagnée d'une mobilisation des forces personnelles vers l'emploi. L'idée du travail est progressivement abandonnée au profit de l'acceptation résignée du chômage. Même la démarche d'insertion est néanmoins présente, personne n'est dupe quant aux possibilités réelles de trouver ou de retrouver un emploi stable et correctement rétribué. On ne dépense pas, mais on ne « se dépense pas » non plus, on gère au mieux la précarité et le pécule des « alloc » », expression populaire désignant des allocations versées par l'État en fin de mois qui concernent selon les cas, le logement, le chômage, le handicap, la famille, etc. On s'habitue à son sort de personne modeste en misant sur un équilibre financier organisé à partir de prestations sociales qu'on utilise au mieux et auxquelles s'adosse une « débrouille de classe ». On fait durer les biens, les vêtements, on maximise l'alimentaire, on bricole, on retape, on saisit les occasions d'achats à bon marché, on a recours à des associations caritatives et l'on s'octroie, le cas échéant, « un petit plaisir » qui, quoique coûteux pour sa bourse, reste un gage d'inscription sociale. Parmi notre public, ce sont ici nombre de personnes très modestes qui sont concernées, le bas de notre fourchette économique, fréquentant les dispositifs d'insertion, voire de réadaptation. Ils représentent 40 à 45 % de nos répondants. Alors, la mobilisation de savoir-faire et du « système D » permet de maintenir, bon an mal an, des équilibres tant psychiques que sociaux. Les notions d'écologie, d'environnement et de gaspillage ne sont pas présentes à l'esprit des personnes qui doivent d'abord organiser leur vie comme elles le peuvent. Celles-ci, pour suivre Paul Ariès, ont effectivement une empreinte écologique très faible, mais au prix d'une quête permanente de contrôle des ressources et d'une vie qui s'en trouve bien peu enthousiasmante.

### La « conduite de fuite »

- 27 La « conduite de fuite » correspondrait pour Schwartz (1990) au refus de renoncer à la consommation, au non-report du superflu au bénéfice du nécessaire, à une revendication de légitimité à dépenser, quitte à s'endetter au nom d'une jouissance immédiate que l'on se refuse de sacrifier au prétexte de sa situation. Ces conduites existent effectivement, mais nous n'en avons que peu rencontré parmi notre public : 3 à 4 % seulement des discours collectés peuvent être assimilés, partiellement, à ce type de conduite. Ce que nous pourrions nommer « la compensation consommatrice » peut concerner des sujets en carences éducatives ou aux prises avec des affects appelant une réparation urgente et permanente dans la consommation dilapidatrice. On peut y voir également une forme de revanche sociale acrimonieuse. Les personnes sont ici très éloignées des conduites éco-responsables et confortent, aux yeux de l'opinion, les représentations simplistes d'une « classe d'assistés » qui « profiteraient » de l'aide sociale pour mieux s'accaparer le bien commun. On rencontre ce public au sein des commissions de surendettement, mais il faudrait pouvoir en mesurer les contours, car ce groupe reste probablement très minoritaire parmi les personnes modestes qui organisent quotidiennement, du mieux possible, leur vie avec le faible capital économique, éducatif et culturel, dont on a bien voulu les doter. On sait par ailleurs,

depuis Georges Bataille (1967), et par les travaux sur la haute bourgeoisie (Pinçon-Charlot, Pinçon, 2013, 2016), que le consumérisme dispendieux, le gaspillage, le non-respect d'autrui comme de l'environnement sont partagés avec d'autres catégories sociales.

### La « conduite d'abondance »

- 28 Si l'on reprend nos classiques de l'économie (Smith, Ricardo, Malthus, etc., et dans un autre genre, Marx), le socle épistémologique de l'économie de marché est fondé sur les présupposés suivants : une tendance naturelle de l'homme à l'accumulation qui rend légitime l'échange marchand et la production de plus-value ; la fatalité d'un monde voué à la rareté, d'où la nécessité d'aller toujours plus avant, notamment grâce au développement des techniques pour contrer ce mauvais sort ; enfin, l'homme serait pourvu de besoins infinis, ce dont les industriels parviennent à nous convaincre, aidés en cela par le flux roulant de la publicité (Gorz, 1975). Ces fondements théoriques déterministes ont été mis à mal par les recherches historiques (Polanyi, 1983) et les travaux de l'anthropologie (Mauss, 1950 ; Sahlins, 1980). Parmi ces derniers, l'œuvre de Marshall Sahlins interpelle encore. Pour l'anthropologue américain, l'organisation des sociétés traditionnelles montre que les préceptes de l'économie de marché sont infondés. Dans son célèbre ouvrage : *Âge de pierre, âge d'abondance*, il a mis en évidence que ces sociétés étaient dotées d'une main d'œuvre volontairement sous-employée, que les ressources naturelles étaient sciemment sous-exploitées et que les moyens techniques étaient peu développés, mais appropriés pour répondre à des besoins par ailleurs peu nombreux et finis. Une telle organisation sociale et économique permet le renouvellement de ces sociétés et de leur milieu. Ce sont donc, pour Sahlins, des *sociétés d'abondance* et non de subsistance, dans la mesure où il existe une certaine adéquation entre des fins limitées et des moyens modestes, mais suffisants. Si l'on retient cette théorie, on peut considérer que parmi nos répondants au questionnaire, comme parmi nos interviewés, 15 et 20 % relèvent d'une « conduite d'abondance ». Ils adoptent une posture politique de retrait des lumières de la ville et du marché et développent une autonomie suffisamment marquée pour en faire un modèle de « durabilité » incarnant assez exactement la contre-théorie économique proposée par Sahlins. Leur philosophie de la vie coïncide également avec les percepts d'Ivan Illich suggérant le rééquilibrage, dans nos sociétés contemporaines, entre les *systèmes autonomes* fondés sur l'émancipation individuelle et les *systèmes hétéronomes* qui enserrent l'homme moderne dans des nécessités contre-productives (Illich, 1973).

### Que penser de la typologie des « conduites de pauvreté » ?

- 29 Les différentes « conduites de pauvreté » proposées et associées à des pratiques plus ou moins « durables », attestent d'une certaine hétérogénéité de notre public. Comme au sein de la population générale, une certaine « conscience écologique » progresse, quoiqu'inégalement. L'épuisement des ressources, la production de déchets et le gaspillage sont malgré tout, pour nos répondants, bien liés à notre mode de production et de consommation. Sans avoir lu André Gorz (1975) ou Günther Anders (2011), ils dénoncent notre modèle politique et économique dominant, sans nier néanmoins les avantages acquis grâce à ce dernier. C'est ici qu'on entre au cœur des tensions qui animent notre objet de recherche, entre d'une part des pratiques individuelles qui se

voudraient plus vertueuses, mais surtout plus économes pour les plus démunis d'entre les plus démunis et d'autre part, des injonctions sociales allant dans le sens de l'économie de marché. Chacun y va donc de son alchimie personnelle pour se situer dans ces contraires : une alchimie faite d'éthique, de bon sens, de mesure des choses, de dépenses contrôlées, de biens préservés, de réflexes de classe, mais reposant également sur une plus ou moins grande adhésion au libéralisme économique qui, par sa nature même, suggère dépense et gaspillage.

- 30 Les postures adoptées restent diverses, travaillées soit uniquement par la nécessité (conduites ascétique et tactique), soit par une conscience militante (conduite d'abondance); on retrouve aussi une posture « mixte » que l'on qualifiera provisoirement d'« intermédiaire » ou de « paradoxale » : une situation faite de contraintes, mais aussi de volonté de contribuer à un modèle plus écologique, moins dilapidateur de biens et moins énergivore, moins délétère pour le climat ; le dérèglement climatique préoccupe d'ailleurs vraiment le public rencontré, notamment à propos des générations à venir. Le potentiel de pratiques sobres, soit de « bonnes pratiques » dans l'esprit des promoteurs d'une « écoresponsabilité », est néanmoins déjà là, du fait de l'histoire de la condition ouvrière et paysanne faite d'adaptation face à l'adversité. On n'est pas franchement partisan d'un changement de modèle de société, en même temps qu'on développe des pratiques plutôt vertueuses au titre du non-gaspillage et que l'on considère comme « allant de soi » et répondant à des préoccupations tant économiques immédiates qu'écologiques.
- 31 Si nous avons rencontré des figures fortes d'un mode de vie alternatif au tout-marché, la majorité de nos interviewés et de nos répondants au questionnaire reste dans ce paradoxe qui consiste à adhérer au principe de sobriété heureuse, tout en aspirant à un peu plus d'accès aux biens de consommation, voire pour quelques-uns, à participer au grand banquet de la « consommation » ostentatoire (Bataille, 1967). Cette contradiction n'est pas propre à cette frange de la population, mais elle s'entend particulièrement bien ici du fait de la modestie du train de vie des personnes rencontrées. Elle illustre cet entre-deux civilisationnel qu'on nommerait pour notre part « transition écologique », sorte de transition perpétuelle en réalité, loin d'aboutir (Juan, 2011), mâtinée désormais de « transition solidaire », mais bien assise sur les préceptes et le mythe de l'économie de marché, rappelés précédemment.
- 32 Notre public reste donc majoritairement en « transition-adaptation », en accompagnant parfois de manière exemplaire le mouvement social vers une certaine « durabilité » et la réduction des gâchis de tous ordres, sans pour autant remettre en question (sauf dans les cas de « conduite d'abondance ») les fondements idéologiques ayant servi de socle structurant aux sociétés modernes (Rist, 2013 ; Latouche, 2004). Excepté les militants convaincus de la nécessité d'un autre mode de vie respectant réellement les écosystèmes et incluant l'homme au meilleur de ses capacités de solidarité, la population étudiée, à des degrés divers, penche plutôt pour un « consommer mieux », un « consommer moins », un « faire attention », en réduisant la part du gaspillage dans une société restant économiquement libérale. Notamment, elle ne remet pas en question la valeur travail comme socle organisationnel de notre société. Robert Castel (2003) avait mis en avant l'importance de la légitimité pour les citoyens de se sentir protégés et sécurisés, notamment par l'accès au travail salarié stable et aux dispositifs mutualisés de protection associés. Derrière le travail ou les ressources substitutives, il y a l'accès aux biens garantissant une *citoyenneté sociale*, une

place « sécurisée » dans une société redistributive. Ce modèle décrit par Castel est encore bien enraciné dans notre société. La grande transformation anthropologique qui viendrait se départir de la valeur travail et donc de la production de plus-value, moteur du capitalisme depuis Marx, n'est pas, nous semble-t-il, à l'ordre du jour des nations.

## Une éducation relative à l'environnement valorisant les pratiques des classes populaires.

- 33 À partir de notre étude auprès des personnes à faible revenu, il convient de questionner la manière dont nous pouvons appréhender les articulations entre une gestion rationalisée des maigres ressources et les préoccupations environnementales, notamment dans les formations ayant trait à « l'aide éducative budgétaire »<sup>1</sup>. Il est nécessaire de dépasser l'approche éconormée pour mieux intégrer les caractéristiques propres aux classes populaires que nous avons identifiées dans cette recherche. Cela passe par la reconnaissance des compétences de cette classe telles que rappelées par Paul Ariès (2015) et par la prise en compte de la vision anti-utilitariste manifestée par une partie de ce public. L'étude a montré que les « rêves des pauvres » sont modestes : il ne s'agit le plus souvent que d'améliorations simples de leur condition et de l'aspiration à de « petits plaisirs » désignés par Hoggart (1957) sous l'expression populaire « *prendre du bon temps* ! ». Il ne s'agit donc pas tant, pour un institut de formation de travailleurs sociaux, de produire des « écoexperts » portant le discours officiel des bonnes pratiques écoresponsables auprès des usagers, que de stimuler et d'encourager des pratiques déjà maîtrisées au sein de la classe sociale concernée.
- 34 La notion d'*empowerment* a fait florès depuis une vingtaine d'années (Calvès, 2009), déclinée en « autonomisation » en 2004, en « capacitation » au Québec en 2008, ou encore en « développement social » et en « pouvoir d'agir » pour ce qui est de la terminologie la plus en vogue dans le travail social en France. D'une certaine manière, le pouvoir d'agir que l'on voudrait développer chez les personnes concernées est à double tranchant : reconnaissance et valorisation de savoirs et de compétences d'un côté ; de l'autre, il peut s'agir aussi d'une injonction à l'action venant de la classe dominante pour des personnes souvent en incapacité d'action. C'est ainsi que se trouve renforcé un pouvoir de classe et institutionnel. Au contrat social faisant porter par toute la société la protection de ses membres contre les différents accidents de la vie s'est progressivement substitué un contrat individuel dans lequel, considérés comme les premiers responsables de leur situation, les bénéficiaires d'aides et de dispositifs sociaux doivent manifester leur volonté de s'insérer et de rembourser, par leur travail ou leurs actions, les ressources numéraires que leur verse la société. En ce sens, on a désormais affaire à une véritable *injonction à l'autonomie* portée, non sans contradiction, par les institutions (Duvoux, 2009). Partout le principe de conditionnalité des aides a été développé, tandis que se mettent corrélativement en place des systèmes de contrôles et de sanctions visant ceux qui n'auraient pas respecté le « contrat », « la charte », « la convention », « le projet », etc. Autrement dit, le « pouvoir d'agir » est aussi celui qui place le sujet dans l'*obligation d'agir*. On mesure là les difficultés, en travail social comme dans d'autres espaces pédagogiques, pour construire des discours qui permettent une véritable éducation à l'environnement sans pour autant enserrer un public ou des apprenants dans des carcans normatifs synonymes d'injonctions à la

décision et à l'action. Face aux risques de l'éducation au développement durable (Barthes, 2017), il reste l'option de la réflexion critique, celle que nous avons voulu nous-mêmes mettre en avant à partir de la recherche présentée. Dans cette même perspective, Barbara Bader et Lucie Sauvé (2011) ont relevé la nécessité de déconstruire des notions telles que le développement ou la durabilité, pour élaborer des propositions éducatives appropriées en ce qui concerne le rapport à l'environnement.

## Conclusion

- 35 Notre étude visait à mieux comprendre la manière dont les classes populaires en France abordent la question du gaspillage et du développement durable, en pointant l'intérêt de prendre en considération un mode de vie qui, souvent par nécessité, mais aussi par transmission de classe, voire par conviction, se traduit par une faible empreinte écologique. Toutefois, face aux enjeux collectifs du dérèglement climatique, des pollutions diverses, de l'empoisonnement de l'environnement et des organismes humains, et de leurs répercussions sur chaque individu et dans chaque famille, en particulier les plus modestes, des choix rationnels non dictés par le marché s'imposent progressivement dans toutes les classes sociales. Tout se passe comme si les classes populaires avaient bien reçu le message d'Ulrich Beck (1986) décrivant une « démocratisation du risque ». Soutenus par une certaine « tradition de la débrouille », les citoyens de condition modeste agissent comme ils le peuvent, à l'exemple d'une partie de la population générale, dans le sens d'une réduction des risques environnementaux, en dépit du primat de l'hyperconsommation et de la dilapidation des ressources.
- 36 La question de la santé n'est pas non plus absente des préoccupations de cette population. Nos répondants mettaient en avant la santé pour eux-mêmes et pour leurs proches comme condition première du bonheur. La santé, le social et les questions environnementales, ici comme ailleurs, ne se comprennent qu'ensemble (Dupont, 2007). Et on peut donc imaginer que ce triptyque fasse aussi sens pour les politiques publiques. L'évidence de ces liens est perceptible tant dans les rapprochements institutionnels en France que dans le domaine du travail social dont nous sommes familiers. Par exemple, concernant les modèles agricoles dont dépend notre alimentation, on voit comment la question de la santé interpelle les citoyens et les consommateurs, et comment, même en situation de précarité, on peut souhaiter accéder à des aliments de qualité, de proximité et non toxiques. Mais de ce point de vue, se pose toutefois la question des limites des initiatives d'autonomisation et des actions associatives regroupant des personnes démunies. Voici quelques exemples qui interpellent : À propos de la pratique du glanage qui se diffuse depuis quelques temps et que l'on présente comme une avancée<sup>2</sup> : que glane-t-on dans des champs irrigués de pesticides ? De quoi sont constituées les « disco-soupes » associatives ? Quel est le niveau de qualité des produits invendus récupérés par les associations caritatives ? Quel est le public qui, demain, sera concerné par une alimentation protéique faite de larves et d'insectes ? Les inégalités sociales ont la vie dure.

L'économie doit être au service de l'homme et de la vie. Sinon, ce n'est que pillage, asservissement et négation de la liberté. Et un État digne ne peut renoncer à la nécessité de lutter pour l'équité et la justice sociale. Que l'homme est merveilleux..., il travaille encore et encore, puis il détruit tout. Et travaille de nouveau pour reconstruire ce qu'il a inutilement détruit. Si nous avions été plus vigilants face à



cette civilisation du gaspillage, si nous ne gaspillions pas notre vie, nous n'aurions pas tous ces problèmes qui nous angoissent (...) Car par manque d'anticipation nous avons laissé s'imposer une civilisation qui agresse le monde dans lequel nous vivons. (Pepe Mujica, paysan, ancien Président de la République d'Uruguay)

---

## BIBLIOGRAPHIE

- ADEME (2019). *Manger mieux, gaspiller moins*. Consulté sur <https://www.ademe.fr/manger-mieux-gaspiller-moins>
- ADEME (2016), *Pertes et gaspillages alimentaires : tous concernés*, Cahier spécial, 4 pages. Consulté sur : <https://fr.calameo.com/read/005020332a22986d04cf6>
- Alonzo, P. et Huguée, C. (2010). *Sociologie des classes populaires. Domaines et approches*. Paris : Armand Colin.
- Anders, G. (2012). *L'obsolescence de l'homme # 2*. Paris : Fario.
- Arendt, H. (1988). *Condition de l'homme moderne*. Paris : Agora, Pocket.
- Ariès, P. (2015). *Écologie et cultures populaires*. Paris : Éditions Utopia.
- Bader, B. et Sauvé, L. (2011). *Éducation, environnement et développement durable : vers une écocitoyenneté critique*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Barthes, A., Lange, J.-M. et Tutiaux-Guillon N. (dir.) (2017). *Dictionnaire critique des enjeux et concepts en éducation*. Paris : L'Harmattan.
- Bataille, G. (1967). *La Part maudite*. Paris : Minuit.
- Baudrillard, J. (1970). *La société de consommation*. Paris : Denoël
- Beck, U. (1986). *La société du risque*. Paris : Aubier.
- Beroud, S., Bouffartigue, P., Eckert, H. et Merklen, D. (2016). *En quête des classes populaires*. Paris : La Dispute.
- Blavier, P. (2016). Un couple espagnol dans la récession de 2008. *Revue des politiques sociales et familiales*, 123, 27-40.
- Bourdieu, P. et Passeron, J.-C. (1985). *Les héritiers*. Paris : Minuit.
- Brisepierre, G. (2013). *Analyse sociologique de la consommation d'énergie dans les bâtiments résidentiels et tertiaires, Bilan et perspectives*. Paris : ADEME.
- Calvès, A.-E. (2009). Empowerment : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement. *Revue Tiers Monde*, 200(4), 735-749.
- Caillé, A. (2015). *Le convivialisme en dix questions*. Lormont : Le Bord de l'eau.
- Castel, R. (2003). *L'insécurité sociale*. Paris : Seuil.
- Castel, R. (2007). *La discrimination négative*. Paris : Seuil.
- Castel, R. (2009). *La montée des incertitudes*. Paris : Seuil.



- Certeau (de), M. (1980). *L'invention du quotidien*. Paris : Gallimard.
- Chauvel, L. (2006). *Les Classes moyennes à la dérive*. Paris : Seuil.
- Chevalier, L. (1958). *Classes laborieuses et classes dangereuses*. Paris : Plon.
- Cloteau, A. et Mourad, M. (2016). Action publique et fabrique du consensus. La lutte contre le gaspillage alimentaire en France et aux États-Unis, *Gouvernement et action publique*, 1, 63-90.
- Colin, J., Gaini, A., Hebel, P., Hoibian, S., Mathe, T., Siounandan, N. et van de Walle, I. (2015). *Usages partagés (location, réemploi, troc et don) comme alternatives à la possession exclusive : cartographie par type de biens, de freins et sociotypes*. Rapport de recherche. Paris : CREDOC / ADEME.
- Conseil général de la Côte d'Or (2015). *Guide sur la réduction du gaspillage alimentaire à la maison*. Consulté sur : [www.ecotidiens21.fr/cms/guidegasp](http://www.ecotidiens21.fr/cms/guidegasp)
- Deléage, J-P. (1991). Une histoire de l'écologie. Une science de l'homme et de la nature. Paris : La Découverte.
- Dobré, M. (2002). *L'écologie au quotidien*. Paris : L'Harmattan.
- Dumont, L. (1983). *Essais sur l'individualisme*. Paris : Le Seuil.
- Dupont, Y. (2007). *Dictionnaire des risques*. Paris : Armand Colin.
- Duvoux, N. (2009). *L'Autonomie des assistés*. Paris : Presses universitaires de France.
- FNE – France Nature Environnement (2015). *À vos tabliers. Nos astuces et recettes anti-gaspillage*. Hauts de Vilaine : FNE – fondation MACIF. Consulté sur : [https://www.fne.asso.fr/dechets/gaspillage-alimentaire/livret-recettes/fne\\_a-vos-tabliers-vf.pdf](https://www.fne.asso.fr/dechets/gaspillage-alimentaire/livret-recettes/fne_a-vos-tabliers-vf.pdf)
- Fondation Abbé Pierre (2016). *Regard. Crise du logement et inégalités : le décrochage des couches populaires. Partie 1*. Consulté sur : [https://www.fondation-abbe-pierre.fr/sites/default/files/content-files/files/1re\\_partie\\_-\\_regard\\_-\\_crise\\_du\\_logement\\_et\\_inegalites\\_le\\_decrochage\\_des\\_couches\\_populaires\\_-\\_21e\\_rapport\\_2016.pdf](https://www.fondation-abbe-pierre.fr/sites/default/files/content-files/files/1re_partie_-_regard_-_crise_du_logement_et_inegalites_le_decrochage_des_couches_populaires_-_21e_rapport_2016.pdf)
- Goux, D. et Maurin, E. (2012). *Les nouvelles classes moyennes*. Paris : Seuil.
- Gorz, A. (1978). *Écologie et politique*. Paris : Seuil.
- Illich, I. (1973). *La convivialité*. Paris : Seuil.
- INSERM – Institut national de santé et de recherche médicale (2014). Inégalités sociales de santé en lien avec l'alimentation et l'activité physique. Paris : Les éditions Inserm.
- INSEE – Institut national de la statistique et des études économiques (2018). *4 millions d'enfants mineurs vivent avec un seul de leurs parents au domicile*. Consulté sur : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4285341>
- Hoggart, R. (1970). *La Culture du pauvre. Etude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*. Paris : Minuit.
- Jouffe, Y. (2014). La mobilité des pauvres. Contraintes et tactiques. *Informations sociales*, 182(2), 90-99.
- Juan, S. (2011). *La transition écologique*. Toulouse : Éres.
- Kempf, H. (2007). Comment les riches détruisent la planète. Paris : Le Seuil.
- Latouche, S. (2004). *Survivre au développement*. Paris : Mille et une nuits.
- Lazarus, J. (2006). Les pauvres et la consommation, *Vingtième Siècle*, 92(3), 137-152.

- Marx, K et Engels, F. (1962). *Manifeste du parti communiste*. Paris : Éditions Sociales.
- Mauss, M. (1950). *Sociologie et anthropologie*. Paris, Presses universitaires de France.
- Mendras, M. (1994) *La Seconde Révolution française*. Paris : Gallimard.
- Mongeau, S. (1985). *La simplicité volontaire*. Montréal : Québec/Amérique.
- Morange, A. (2017). *GASPIRAPA : Pas de gaspillage ! Pratiques rationalisées de consommation chez les gens du commun. Socio-anthropologie de la culture du pauvre, Rapport de recherche*. Caen : ADEME, programme de mobilisation de la notion de gaspillage.
- MSS – ministère des Solidarités et de la Santé (2011). *Inégalités sociales de santé. L'état de santé de la population en France - Suivi des objectifs annexés à la loi de santé publique*. Consulté sur : [https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/esp2011\\_10\\_inegalites.pdf](https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/esp2011_10_inegalites.pdf)
- Parlement européen (2017). Résolution du Parlement européen du 16 mai 2017 sur l'initiative relative à l'utilisation efficace des ressources : réduire le gaspillage alimentaire, améliorer la sécurité alimentaire (2016/2223[INI]). Consulté sur : <https://www.europarl.europa.eu>
- Pinçon-Charlot, M. et Pinçon, M. (2013). *La violence des riches - Chronique d'une immense casse sociale*. Paris : Zones.
- Pinçon-Charlot, M. et Pinçon, M. (2016). *Sociologie de la bourgeoisie*. Paris : La Découverte.
- Polanyi, K. (1983). *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps* (1944). Paris : Gallimard.
- Reclus, E. (1988). *L'homme et la Terre* (1905-1908). Paris : La Découverte.
- Rist, G. (2013). *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Sahlins, M. (1967). *Âge de pierre, âge d'abondance*. Paris : Minuit.
- Sahlins, M. (1980). *Au cœur des sociétés*. Paris : Gallimard.
- Salles D. (2009). Environnement : la gouvernance par la responsabilité ? *Vertigo Revue des sciences de l'environnement*, hors-série, 6. Récupéré le 20 janvier 2021 de : <https://id.erudit.org/iderudit/044543ar>
- Sansot, P. (2002). *Les gens de peu*. Paris : Presses universitaires de France.
- Schwartz, O (1992). *Le monde privé des ouvriers*. Paris : Presses universitaires de France.
- Siblot, Y., Cartier M., Coutant I, Masclat O. et Renahy N. (2015). *Sociologie des classes populaires contemporaines*. Paris : Armand Colin.
- Veblen, T. (1979). *Théorie de la classe de loisir*. Paris : Gallimard.

## NOTES

1. Comme c'est le cas dans au moins trois des formations au sein de notre établissement (IRTS N-C) : Technicien/technicienne de l'intervention sociale et familiale (TISF), Conseiller/conseillère en économie sociale et familiale (CESF) et Assistant(e) de Service Social.
2. En oubliant, qu'il s'agissait, au Moyen-âge, d'une tolérance des seigneurs et maîtres-châtelains pour répondre aux disettes des paysans placés sous leur coupe, et surtout

pour éviter les révoltes populaires... Ce droit qui perdure n'est que la reproduction moderne d'une domination de classe.

---

## RÉSUMÉS

Existe-t-il un « écologisme des pauvres » fondé sur la transmission d'un mode de vie populaire, une conscience de classe produisant une économie domestique allant dans le sens d'une sobriété salubre pour l'environnement ? C'est ce que nous avons cherché à vérifier à travers une recherche menée en France. Nos résultats conduisent à une réponse mitigée mais encourageante. D'une part il existe bien des systèmes de « débrouille » et l'émergence d'une conscience écologique chez les gens vivant avec des moyens restreints. En ce sens, le discours qui les stigmatise n'apparaît pas pertinent. Mais d'autre part, à l'exemple de la population générale, on observe qu'une partie de ce public de condition modeste hésite entre transition écologique et participation assumée à un mode de vie destructeur pour la planète. Au demeurant, diverses pratiques des classes populaires, qu'elles soient dictées par la nécessité ou par une conscience écologique, pourraient être favorablement valorisées et diffusées.

Do working classes have a singular way to reduce waste ? Beyond economic restrictions, do people with low resources develop rational practices and special skills, both useful to produce an eco-friendly society ? We explore this topic through lifestyle analysis in France. Qualitative and quantitative methodologies were cross with grassroots initiatives observation.

## INDEX

**Mots-clés :** transition écologique, modes de consommation, classes sociales, culture populaire, gaspillage, éducation relative à l'environnement

**Keywords :** ecological transition, consumption patterns, social classes, popular culture, waste, environmental education

## AUTEUR

### ARNAUD MORANGE

Arnaud Morange est docteur en sociologie, chercheur titulaire au sein de l'Institut Régional du Travail Social Normandie-Caen, membre du *Pôle Risques, Qualité et Environnement durable* (MRSH-CNRS) et chercheur associé au *Centre d'Étude sur les Risques et les Vulnérabilités* (CERREV) – Université de Caen-Normandie. [Courriel : amorange @ irtsnormandiecaen.fr]